M 2485-93 3F.

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°93 JAN. 82 / 3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

plus aucune lutte ouvrière ne doit rester isolée

LA SOLIDARITE AVEC LES OUVRIERS EN POLOGNE, C'EST LA GUERRE CONTRE LA BOURGEOISIE DANS TOUS LES PAYS !

20 DECEMBRE : L'ORDRE NE REGNE PAS EN POLOGNE!
LES OUVRIERS, RETRANCHES DANS LES USINES ET DANS LES MINES, RESISTENT PIED A PIED AU COUP DE FORCE DE LA BOURGEOISIE, CONTRE LES CHARS, LES MITRAILLEUSES ET LES FUSILS DES FLICS ET DES MILITAIRES, MALGRE "L'ETAT DE GUERRE" DECRETE PAR L'HOMME DE "L'ENTENTE NATIONALE" JARUZELSKI, LES APPELS A LA PRIERE DE L'EGLISE, LES EXHORTATIONS AU CALME DE TOUTES LES FORCES DE LA BOURGEOISIE, LES OUVRIERS DE POLOGNE DONNENT AU PROLETARIAT MONDIAL UNE FORMIDABLE LECON DE DETERMINATION ET DE COURAGE, COMME SEULE LA CLASSE OUVRIERE EN EST CAPABLE.
CE NE SONT PAS DES "BONS POLONAIS" QUI AFFRONTENT DE "MAUVAIS POLONAIS" ; CE NE SONT PAS DES "BONS PATRIOTES" QUI AFFRONTENT DE "MAUVAIS PATRIOTES". CE SONT DES EXPLOITES QUI AFFRONTENT LA REPRESSION DE LEURS EXPLOITEURS.
CE N'EST PAS "LA POLOGNE LIBRE ET INDEPENDANTE" QUI EST REPRIMEE, C'EST UNE AVANT-GARDE DE LA CLASSE OUVRIERE MONDIALE. CE N'EST PAS "UN PEUPLE" OU "UNE DEMOCRATIE" QU'ON ECRASE, C'EST UNE LUTTE AVANCEE DU PROLETARIAT MONDIAL VERS SON EMANCIPATION.
L'ETAT "DEMOCRATIQUE" N'EST PAS DIFFERENT DE L'ETAT "TOTALITAIRE".
AUJOURD'HUI, LES BLINDES SONT A VARSOVIE ET A GDANSK. RAPPELEZ-VOUS QU'EN MAI 68, ILS ETAIENT AUX PORTES DE PARIS!
NI "DIEU", NI LES "PERES NOEL" DEMOCRATIQUES ET LEURS AUMONES CYNIQUES, MISERABLES, NI LES PRIERES, NI LES PETITIONS, NI LES PROCESSIONS, NI LES INDIGNATIONS NE PEUVENT VENIR EN AIDE A LA CLASSE OUVRIERE EN POLOGNE!
SEULE UNE OFFENSIVE CONTRE LA BOURGEOISIE AU NIVEAU MONDIAL, SEULE LA LUTTE MASSIVE DES OUVRIERS DE TOUS LES PAYS CONTRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE PEUVENT REPONDRE A LA REPRESSION ET DESSERRER L'ETAU QUI SE REFERME SUR LES OUVRIERS POLONAIS.

LES ACQUIS DE LA LUTTE EN POLOGNE

LE MYTHE DES PAYS "SOCIALISTES"

Cette lutte en masse des ouvriers en Pologne et ses répercussions mondiales ont définitivement fait voler en éclats le mythe selon lequel les pays de l'Est étaient des pays "communistes" ou "socialistes". Ce sont des pays capitalistes et même des caricatures. Ils ne font que pousser à l'extrême les caractéristiques du capitalisme décadent et ses conséquences pour la classe ouvrière : la militarisation de l'exploitation et la répression.

LA PERSPECTIVE CONTRE LA GUERRE

La crise économique mondiale pousse la bourgeoisie à la guerre. Les luttes ouvrières, parce qu'elles désorganisent l'encadrement économique et social, parce qu'elles passent les frontières, parce qu'elles posent une autre alternative à la crise du capitalisme, sont le seul frein à la guerre. Le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie c'est aussi le rapport de forces entre guerre et révolution.

Jusqu'à aujourd'hui la lutte des ouvriers polonais a été la plus haute expression de ce frein à la guerre mondiale, et d'un cours à la révolution mondiale.

LA LUTTE OUVRIERE EN MASSE

Unie, autonome, centralisée, organisée dans ses propres assemblées générales, qui contrôlent toutes les actions et toutes les décisions, la classe ouvrière trouve sa force pour faire reculer la bourgeoisie : c'est la leçon d'août 80 en Pologne .

De tous les mouvements ouvriers qui ont secoué le monde capitaliste ces dernières années, la lutte des ouvriers polonais a représenté un exemple à suivre pour le mouvement ouvrier international, un exemple à combattre pour la bourgeoisie mondiale, des USA à l'URSS ou à l'Europe : parce qu'elle a été un mouvement d'ensemble de toute la classe ouvrière, contrairement aux autres luttes ouvrières dans le monde actuellement, qui sont encore éparpillées en catégories, corporations, usines.

l'enjeu...

CE N'EST PAS POUR ETRE ALLES "TROP LOIN" QUE LES OUVRIERS DE POLOGNE SONT EMPRISONNES ET TUES AUJOURD'HUI. C'EST PARCE QUE LEUR COMBAT EST RESTE ISOLE, PARCE QU'EST RESTE SANS REPONSE L'APPEL INTERNATIONAL CONTENU DANS LEUR LUTTE, SANS SUITE L'EXEMPLE DE LEUR COMBATIVITE. PARCE QU'EN OCCIDENT, LA OU LA LUTTE POUVAIT D'EMBLEE METTRE A NU LA NATURE ANTI-OUVRIERE DES SYNDICATS "INDEPENDANTS" ET DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE, LE PROLETARIAT S'EST LAISSE GAGNER PAR LA PASSIVITE, N'A PAS POURSUIVI LE DEBORDEMENT DES SYNDICATS COMMENCE DEPUIS 1978 COMME A LONGWY ET A DENAIN.

C'EST TOUTE LA CLASSE QUI PAYE LE PRIX DE CETTE PASSIVITE, DES ILLUSIONS SYNDICALES ET DEMOCRATIQUES : L'AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION PARTOUT, LE MASSACRE DES OUVRIERS EN POLOGNE. C'EST UN MOMENT TRAGIQUE QUE VIT NOTRE CLASSE : IL FAUT ETRE LUCIDE. SI NOUS LAISSONS SANS REAGIR LA BOURGEOISIE REPRIMER USINE PAR USINE, VILLE PAR VILLE, PAYS PAR PAYS, C'EST TOUTE LA CLASSE OUVRIERE QUI SERA ECRASEE.

POUR ENGAGER LA LUTTE, IL NE FAUT PAS ATTENDRE D'ETRE REDUITS A LA FAMINE, NI QUE 10, 20 ETATS DE SIEGE SUCCESSIFS AIENT REDUIT AU SILENCE DES PANS ENTIERS DU PROLETARIAT MONDIAL.

■ La terreur pour les ouvriers en Pologne. Dans le reste du monde, le sentiment d'impuissance pour une partie des ouvriers, l'indifférence et l'incompréhension chez les autres.

Ces sentiments de peur, d'impuissance, d'indifférence que la bourgeoisie essaie d'imposer en nous invitant au spectacle de la répression des ouvriers en Pologne est de la même nature, participe de la même propagande que les sentiments d'impuissance et même d'indifférence que la bourgeoisie essaie d'imposer, ici même, en occident, aux ouvriers par rapport aux effets de la crise économique. "La classe ouvrière ne peut pas résister", "elle doit plier et remettre son sort entre nos mains", tel est le message. La répression en Pologne est l'exemple. La bourgeoisie voudrait exhiber le cadavre de la lutte en Pologne comme au Moyen-Age on exhibait les pendus, au gibet, en haut des collines, pour l'exemple. Et cela, elle le fait au coeur de l'Europe, à la croisée des chemins entre l'Est et l'Ouest. L'exemple doit être valable pour tous, pour les ouvriers de l'Est comme pour ceux de l'Ouest.

Ces sentiments d'impuissance sont de la même nature que ceux que la bourgeoisie veut aussi nous imposer par rapport au danger d'une troisième guerre mondiale.

Le choix proposé est simple : soit on assiste "désolé" mais "impuissant" au massacre des ouvriers polonais, soit on prend le risque d'approfondir les risques de guerre, "dans une situation déjà si troublée".

Alors que la lutte en Pologne représente une opposition majeure à la perspective de la guerre, la bourgeoisie essaie de retourner le problème... en nous disant que c'est un facteur de guerre! Pour que la bourgeoisie à l'Est puisse avancer dans la perspective de la guerre, il faudrait qu'elle puisse compter sur l'encadrement de la classe ouvrière à l'Est! Et ce que montrent les luttes en Pologne, c'est justement qu'elle ne le peut pas. Ni par la force, car on ne peut pas dire aujourd'hui que la répression ait été suffisante pour écraser la résistance des ouvriers dans les pays de l'Est ; et au nom de quelle idéologie? de "l'anti-occident?" Au nom d'un pseudo "socialisme ou communisme" qui les écrase?

La bourgeoisie ne peut mener la guerre sur deux fronts, le front social et le front militaire.

Et pour comble, la bourgeoisie nous dit que toute solidarité "trop fortement exprimée" à l'Ouest empirerait et la répression, et les dangers de guerre.

Alors que tout son système l'amène à la guerre, la bourgeoisie a le cynisme d'affirmer, "au nom de la paix mondiale" que la classe ouvrière ne doit

(SUITE PAGE 5)

sommaire

TOUT LE POUVOIR AU MENSONGE

Depuis le 13 décembre, une large campagne est déclanchée et orchestrée par la bourgeoisie occidentale. Elle martèle l'idée que la situation à l'Est serait le produit à la fois d'une mauvaise gestion économique et des méfaits propres à des régimes totalitaires faisant régner la terreur permanente par l'intermédiaire d'une trilogie de forces d'encadrement et de répression : parti unique / police / armée.

Mais que vivons nous donc comme régime à l'Ouest et notamment en France ? Les mensonges du gouvernement parviennent de plus en plus difficilement à masquer des perspectives économiques et sociales catastrophiques. On a des ministres comme Fiterman qui tiennent déjà des discours "à la polonaise" : que certaines grèves sabotent l'économie nationale. Un ministre "socialiste" qui se pose lui aussi en authentique défenseur des ouvriers nous offre un déploiement "plus efficace" de l'arsenal policier en provision des futurs affrontements dans les villes et les quartiers.

A l'Ouest, à travers la généralisation du chômage, c'est la misère qui s'installe aussi de plus en plus au coeur du prolétariat. Nous n'avons aucune illusion à nous faire : la bourgeoisie aura exactement la même attitude que celle dont fait preuve celle de l'Est aujourd'hui.

Par rapport à la dictature "totalitaire" de l'Est, la dictature à visage "démocratique" de l'Ouest n'a rien d'autre à offrir aux prolétaires que des conditions de plus en plus similaires : la misère et la répression.

■Les prolétaires en France ont pu enfin réaliser le 9 décembre 1981 sur le coup de 20 heures 30 l'ampleur du cadeau qui leur était offert depuis le 10 mai, pour peu qu'ils aient été à l'écoute de la causerie du président Mitterrand.

Sans tapage spectaculaire, "en toute simplicité", la force de l'évidence était là, énoncée avec la tranquille assurance d'un homme exerçant modestement et dignement toutes ses responsabilités. "Nous avons réalisé la relance de la consommation populaire."

Dire que nous ne nous étions aperçu de rien! Combien stupides et aveugles nous étions d'ignorer ce privilège formidable, inouï, qui nous ouvre, prolétaires français, un havre de quiétude au coeur de la tourmente, un îlot de sécurité au milieu de la crise économique mondiale! Hâtons-nous donc de consommer, camarades, malgré les 15 % d'inflation annuelle.

Mais attention, il ne faudrait pas s'imaginer qu'on aura ce qu'on veut et que si les payes ne sont pas encore assez épaisses, on aura toutes les facilités de crédit, même si on fait partie des quelques 2 millions de chômeurs en France (puisque le chômage se "popularise" très vite aussi de nos jours) sous prétexte que le président garantit notre consommation. Ce que le PS et le PC nous ont promis sur tous les tons dans leur campagnes électorales depuis l'époque du programme commun, c'est ce que nous avons déjà -c'est bien naturel, à partir du moment où ils sont au pouvoir. Le seul fait troublant est que les derniers chiffres officiels font ressortir que la consommation des ménages a nettement baissé en novembre par rapport au mois précédent : de 7,7 % pour l'ensemble des produits industriels et de 9,8 % pour les produits de commerce courant. Néanmoins, voyez, il y a bien une consommation populaire importante, puisqu'on peut envoyer des"surplus" à ces malheureux polonais qui manquent de tout et qu'il faut s'estimer satisfaits de ne pas vivre dans un pays de l'Est : "on n'est pas si malheureux que cela en France, allez !" ... Et vous aurez compris en quoi le gouvernement"socialiste" français a relancé la consommation populaire.

"Toutes les promesses seront tenues". A juger par le sort qui a été réservé à la relance de la consommation, on peut aussi mesurer tout le bluff contenu dans le discours et les engagements solennels du président dont le fleuron est certainement ceci : "Nous devrions être en mesure de stopper la progression du chômage en cours d'année 1982 et de voir la courbe redescendre à partir de 1983". A l'heure où une nouvelle récession majeure affecte les USA qui va faire peser dans les mois à venir ses effets sur toute l'Europe de l'Ouest, et où, plus que jamais, la "rationalisation" de la concurrence va contraindre les Etats capitalistes européens à licencier massivement dans des secteurs-clé de l'économie tels que l'automobile ou la sidérurgie, ces propos démontrent que le président se permet de dire, le plus sérieusement du monde, n'importe quoi, pour tenter de berner les prolétaires le plus longtemps possible.

Bien sûr, tout ne changera "vraiment", selon Mitterrand, qu'une fois mises en place "les réformes de structures" qui, non appliquées encore, sont néanmoins "planifiées pour les prochains mois" et vont "bouleverser les rapports sociaux". En ce domaine, la part belle a été faite aux nationalisations qui auront servi de véritable paravent à l'escamotage des problèmes sociaux. Le "changement", c'est d'abord le programme de nationalisations, c'est une "réforme essentielle" sur le principe de laquelle le chef de l'Etat a pu disserter pendant la majeure partie de son "entretien", en mettant en avant le fait que l'Etat devait contrôler les secteurs-clé de l'économie, les banques et surtout la production d'armements sans que soit posé (et pour cause...) en quoi les quelques nationalisations prévues étaient une"mesure sociale" et quels avantages s'y concrétiseraient pour la classe ouvrière.

Dans la réalité, toutes les mesures prises et toutes celles qui vont suivre dans les mois à venir , dans la situation économique mondiale et de ses perspectives encore plus sombres, n'iront pas dans le sens de la consommation populaire, ni de l'atténuation du chômage, ni de quelque réforme sociale ,mais dans le sens opposé de l'aggravation de la situation des prolétaires, que ce soit à travers la généralisation du chômage, la détérioration de leur niveau de vie, les préparatifs de répression mis en place contre eux, bref s'inscrivent dans le cadre d'une offensive tous azimuts contre la classe ouvrière qui contredisent toutes l'image libérale et de progrès que veut donner le chef de l'Etat.

Chaque prestation d'homme politique relève d'un spectacle de show-business façonné par l'énorme machinerie des médias au service de l'Etat. L'art particulier qu'exerce la gauche depuis son arrivée au pouvoir, c'est celui de la prestidigitation, c'est celui de l'illusionnisme qui consiste à détourner l'attention et endormir la conscience des exploités sous un flot de paroles trompeuses et de manipulations factices de ce qu'elle fait en réalité. Tout ce que les prolétaires laisseront sortir du chapeau, se retournera contre eux.

Y.D.

une meilleure police contre la classe ouvrière

■C'est toujours au nom du "social" et des principes humanitaires que la bourgeoisie accentue son contrôle sur la société, et c'est pour cela que la social-démocratie-et la gauche en général, est la mieux adaptée à remplir cette fonction ; une des polices les plus efficaces au monde se trouve en R.F.A, aux ordres de la social-démocratie, dont l'expérience en matière de répression remonte à l'écrasement de la révolution allemande en 1919.

C'est un ministre social-démocrate, Jules Moch, qui a créé le corps des CRS.

En Pologne, c'est pour aider la population dans ses tâches quotidiennes que s'est effectué le renforcement du quadrillage par l'armée polonaise, "dans l'intérêt des citoyens" polonais, dans le cadre du processus de "démocratisation " et qui préparait en fait les derniers événements.

Mais il n'est même pas besoin de ce triste exemple pour saisir le rôle véritable de tout renforcement policier. L'arme principale de la gauche, "pouvoir de concertation", devant les manifestants de Golfech et de Strasbourg a bel et bien été la matraque policière, soutenue par les blindés et les tout nouveaux "Riot-gun" -armés à blanc,pour l'instant-, la même matraque qui a récemment évacué les ouvriers en grève de St-Gaudens et de St-Lô.

Depuis deux mois, la gauche nous rebat les oreilles de la nécessité d'une meilleure police, mieux organisée, mieux équipée, plus efficace dans la prévention du gangstérisme et des fléaux sociaux, tout cela pour le plus grand bien des Français. Dans ce but, le budget de l'Intérieur s'est trouvé augmenté de 20 %, 1 000 policiers ont été embauchés et 6 000 le seront pour le début 1982. Ainsi l'Etat renforce son appareil de répression, la police, à tous les niveaux : au niveau de la coordination des flics entre eux; au niveau de leur armement, et au niveau du quadrillage systématique de toute la population et des quartiers ouvriers principalement, pour enrayer toute explosion sociale éventuelle , être sur place et créer une véritable psychose de l'uniforme. Mr. Deferre déclare:"la peur de l'uniforme est un des meilleurs moyens pour lutter contre l'insécurité"! Contre quelle insécurité? L'insécurité matérielle croissante des ouvriers devant l'aggravation du chômage, devant la diminution constante des conditions de vie? Ou bien l'insécurité croissante de la bourgeoisie devant le danger de plus en plus précis de mouvements de masse comme en Pologne? C'est la bourgeoisie qui a peur, peur des conséquences inévitables que provoque l'exacerbation des contradictions économiques. Le renforcement de son appareil répressif trahit en fait le divorce qui s'accentue dans les profondeurs de la société entre son Etat et la population, et a pour rôle de pallier au fait que son contrôle idéologique sur la classe ouvrière devient de plus en plus faible avec l'approfondissement de sa crise historique.

La bourgeoisie, de Droite ou de Gauche, se fout des gangsters, elle en est le patron et sait les utiliser quand il le faut -l'affaire De Broglie n'en est que l'aspect de Droite. Par contre, son ennemi réel, son ennemi de classe, le prolétariat commence à lever la tête et tout ce qui peut travailler à l'atomiser, le décourager, le désorganiser, le réprimer et le faire rentrer dans le droit chemin de l'usine et de l'exploitation, sera utilisé par la bourgeoisie. Son idéologie s'affaiblit avec la réalité de la crise, son Etat se durcit et montre les dents. La police et la répression sont l'expression de sa vraie nature.

P.P.R.

la gauche face à la Pologne
COMMENT DEVOYER LA SOLIDARITE OUVRIERE

QUE FAIRE ?

A cette question, les ouvriers ressentent instinctivement la réponse : la SOLIDARITE. Et c'est pour empêcher une réelle solidarité ouvrière que partout la bourgeoisie organise des mascarades en son nom.

Croit-on vraiment à la solidarité des pétitions et des télégrammes indignés ? Des grèves symboliques d'une heure ? Des minutes de silence ? Des concerts de klaxon ? Ceux qui se battent attendent-ils l'aumône, des colis de Noël ?

Peut-on organiser une solidarité ouvrière avec des ministres, ces gestionnaires de la crise, ces responsables de l'austérité, ces pourvoyeurs de misère, ces patrons des juges, des flics et des militaires ? Quelle solidarité peut-on attendre de ces partis qui n'ont d'ouvrier que le nom et le sang sur leurs mains ? D'un PS, créateur des CRS, massacreur des ouvriers algériens ? D'un PCF, ouvertement complice de l'écrasement des ouvriers hongrois en 1956, de Jaruzelski aujourd'hui ?

Quelle solidarité peut venir des syndicats ?

De FO, l'apôtre de la "modération" et de la "responsabilité" ? De la CFDT, grands amis du Premier Ministre ? Quant à la CGT, c'est de façon cynique qu'elle justifie la répression.

Quelle solidarité peuvent exprimer les groupes trotskystes qui défendent, malgré leurs coquetteries et leurs phrases radicales le gouvernement de Paris et celui de Moscou ?

Toutes ces organisations, toutes leurs grandes manoeuvres n'ont rien à voir avec la solidarité ouvrière. Elles ne font qu'utiliser le sang des prolétaires polonais pour cimenter la classe ouvrière d'ici à l'Etat démocratique.

■Dans leur concert d'"aveux d'impuissance" , de "on ne peut rien faire", dans leur mise en avant de l'inefficacité de toute solidarité, toutes les fractions de la bourgeoisie essaient de faire passer la propagande bourgeoise, toute cette vision du monde du point de vue de la classe capitaliste: les fractions de gauche, bien sûr, s'inscrivent en première ligne de la propagande.

Pour le PS et la CFDT, il s'agit bien sûr d'abord d'une affaire interne à la Pologne qui "doit être réglée entre polonais". Mais le fait marquant est qu'ils utilisent la situation pour participer activement à la campagne "anti-totalitaire" du bloc occidental, en multipliant les initiatives de bonne conscience, collectes, pétitions et promenades, en les accompagnant d'attaques contre "le bloc de l'Est". Il s'agit de condamner dans leurs campagnes le "modèle de socialisme" qui sévit à l'Est.

Quant au PC et à la CGT, il s'agit aussi pour eux d'une affaire "strictement interne à l'Etat polonais". Ce sur quoi ils insistent, c'est sur l'absolue nécessité d'un retour à l'ordre dans le pays et dans son économie, par l'Etat "socialiste", pour développer "la voie du socialisme", dans les pays "défenseurs du socialisme". Jaruzelski ne dit pas autre chose... Les organisations soi -disant les plus "ouvrières" sont celles qui appuient le plus ouvertement la répression des ouvriers. Mais ils disent aussi aux ouvriers en France : " ne vous laissez pas prendre à la propagande anti-socialiste de l'occident, ne "jetez pas d'huile sur le feu"(expression utilisée par Krasucki... et par Thatcher !), attention! danger de guerre. Occupez-vous de votre pays, et de la "voie originale du socialisme à la française".

La polémique PC-PS sur le soutien ou l'opposition au régime des prétendues "démocraties populaires" est une fausse polémique : tous deux assument de concert le même rôle de gestionnaires de la crise du capitalisme, qui sévit à l'Ouest comme à l'Est; ces deux partis commandent aux mêmes corps de répression que l'Etat polonais, et n'hésiteraient pas à en faire le même usage en cas de nécessité, c'est à dire en cas de lutte de la classe ouvrière. L'Etat capitaliste qu'ils défendent, qu'il se présente sous un visage"démocratique" ou "to-

(SUITE PAGE 7)

le syndicat "solidarité" a préparé la répression

■ Le 7 décembre 1981, les ondes polonaises retransmettaient de façon répétée la déclaration suivante de Lech Walesa : *"Je n'ai plus d'illusion, les choses sont allées si loin qu'il faut tout dire aux gens, leur dire quel est l'enjeu, que ce n'est rien de moins que changer la réalité. Aucun changement de système ne peut se faire sans casse"*.

Dans la nuit du 12 au 13 décembre, le gouvernement polonais mettait en place "l'Etat de guerre" : ruptures de toutes communications, arrestations massives, les tanks dans Varsovie, quadrillages militaires du pays.

Walesa, le leader de "Solidarité", le syndicat"libre" créé il y a un an et demi, à la suite des magnifiques grèves d'août 80 en Pologne, déclarait encore il y a deux mois : *"Personnellement, je m'entends très bien avec Jaruzelski"*, tandis que ce dernier reconnaissait le syndicat comme une *"force de dialogue"*. A quelques jours du coup de force de Jaruzelski, "Solidarité" était présentée, avec force battage, comme une force radicale, prête à changer la société, prête à l'affrontement. Des premières informations officielles selectionnées, transmises de Pologne à la suite du coup de force militaire, c'est la même chose qu'on voulait faire ressortir : "Solidarité" était la cible ; arrestation de son praesidium, destruction de ses locaux, découverte de "ses plans radicaux" en cas de coup de force, suspension de ses activités, etc. La répression s'abattait sur "Solidarité"...

En Europe occidentale, les libéraux, les démocrates, les gauchistes de tous poils ont bien entendu le "message" des officiels polonais, et y ont répondu en un choeur unanime : "Solidarité avec"Solidarité" ; en Pologne, les"libertés" sont menacées ; c'est pour "Solidarité" qu'il faut se mobiliser".

Non ! La répression qui s'est abattue en Pologne, ce n'est pas "Solidarité" qu'elle vise, c'est LA CLASSE OUVRIERE qui a osé semer le désordre dans l'ordre capitaliste que "Solidarité", à l'image des syndicats du monde entier, a tout fait pour défendre.

Non ! Les "forces de désordre", comme dit le gouvernement polonais ce n'est pas le syndicat "libre", c'est la classe ouvrière qui, malgré les reculs qu'elle a dû essuyer grace au zèle de "Solidarité", n'a jamais cessé complètement de lutter depuis plus d'un an. On prétend que les arrestations actuelles ont pour seul but de "décapiter" "Solidarité". En réalité, ce sont les militants ouvriers les plus combatifs qui sont visés. Le fait qu'ils soient membres du syndicat, comme la grande majorité des travailleurs, ne change rien à l'affaire. Et si l'appareil de "Solidarité" paye aussi, c'est qu'au royaume de la bourgeoisie on n'hésite pas à sacrifier les siens et en faire des"martyrs". Tout est bon pour encore dévoyer de son chemin la prise de conscience qui se fait jour des véritables enjeux, contenus dans la lutte du prolétariat : la destruction de l'exploitation capitaliste. Au contraire, non seulement le syndicat "Solidarité" n'est pas le principal objet de la répression actuelle, mais encore, c'est lui qui a préparé, dès le début de son existence, le lit de cette répression. En menant de façon permanente, un patient travail de sape, il a été l'agent, de démobilisation, de dévoiement de la lutte de la classe ouvrière, et en cela il a été et reste l'auxiliaire précieux de la bourgeoisie, comme le reconnaît d'ailleurs Jaruzelski quand il déclare ne pas remettre en cause *"les acquis du renouveau"*.

la création de solidarité

La création du syndicat "Solidarité" s'est appuyée, en septembre 80 sur une aspiration justifiée de la classe ouvrière en Pologne. Riche des enseignements qu'elle avait su tirer de ses luttes passées, elle voulait préserver le rapport de force qu'elle avait établi en sa faveur contre la bourgeoisie, par son gigantesque mouvement de masse de l'été 80, où elle avait su développer son unité. Mais en laissant se créer "Solidarité", les ouvriers de Pologne étaient victimes d'une illusion : ce n'est que par sa mobilisation massive et permanente que la classe ouvrière peut s'imposer à la bourgeoisie et la faire reculer ; nulle part dans le monde, les syndicats ne sont le lieu de cette mobilisation ; nulle part ils ne défendent les intérêts de la classe ouvrière. Cela, les ouvriers d'Europe occidentale auraient pu le lui enseigner, mais c'est à ses dépens qu'elle a dû l'apprendre.

ce, qui a peu à peu basculé en faveur de la bourgeoisie, fait que cette mobilisation est une réponse défensive de la classe en situation de faiblesse. Cette situation de faiblesse, c'est le résultat de tout le travail démobilisateur de "Solidarité" et qui permet que la répression ait lieu aujourd'hui.

la défense de la nation

Cette démobilisation, "Solidarité" l'a menée peu à peu,par ses appels incessants à la collaboration de classe : *"Nous n'attaquons ni la milice, ni l'appareil du pouvoir"* (décembre 80). *"Nous voulons que le gouvernement soit fort,il ne faut pas l'empêcher de travailler"* (Walesa, mars 81). Alors que les intérêts de l'Etat et ceux de la classe ouvrière sont antagoniques et irréconciliables, "Solidarité", comme tous les syndicats du monde, les a constamment présentés comme "des intérêts communs".

Le cadre de "ces intérêts communs", c'est la Patrie : *"Nous ne faisons par nos luttes que nous mettre au service de notre pays. Nous voulons que les ouvriers travaillent"* (Walesa,

Comme pour tous les syndicats du monde, la fonction de"Solidarité" est de briser toute réaction des ouvriers.

En août 80, les ouvriers ont puisé la force dans leur mobilisation permanente, dans leurs assemblées générales de masse actives et vivantes, organisées et centralisées dans des comités de grève (MKS) sous le contrôle constant des assemblées qui connaissaient et orientaient leur action. Avec le syndicat, la classe ouvrière a délégué sa force, et, peu à peu, elle l'a perdue. Dès le départ, le langage du syndicat contenait le refrain bien connu de tous les traitres, le "faites-moi confiance". Dès les accords de Gdansk, Walesa déclarait : *"Croyez-moi, on a obtenu aujourd'hui tout ce qui était possible pour nous et pour tout le pays. Le reste, on l'aura avec notre syndicat."* Mais, comme le disait en avril dernier un ouvrier : *"au début nous réclamions que la vie publique se déroule au grand jour. Maintenant que c'est dans le syndicat,c'est de mal en pire."*

le mythe de la grève générale

Toutes ces dernières semaines, "Solidarité", évoquant la possibilité d'un coup de force militaire, disait : *"on fera la grève générale"*. Mais la "grève générale" présentée par "Solidarité" -comme le font ici les gauchistes- est un mythe. La grève générale, la grève en masse est produit d'un rapport de force, d'une mobilisation offensive, d'un processus ; ce n'est pas une "recette" utilisable à tous moments.

Depuis août 80, par deux fois, les ouvriers en Pologne ont menacé l'Etat de la grève générale illimitée : en novembre 80, parce que les accords de Gdansk n'étaient pas appliqués et que deux ouvriers avaient été emprisonnés, et en mars dernier, suite au tabassage provocateur à Bydgoszcz d'ouvriers par la milice. Dans les deux cas, et surtout dans le deuxième, quand "Solidarité" avait déjà acquis"de l'expérience", il a appliqué t son zèle à prévenir le mouvement, alors que la menace était réelle, et que la mobilisation ouvrière subsistait vraiment. Aujourd'hui, les ouvriers de Pologne se sont encore mobilisés contre la répression, mais le rapport de for-

janvier 81). *"Les fils et les filles de la nation polonaise n'ont besoin de personne pour leur donner des leçons de patriotisme ou de sacrifice pour des valeurs plus précieuses que la vie"* (tract de "Solidarité", août 81). Tel est le langage de toutes les bourgeoisies du monde : la Nation, la Patrie, là réside le cadre social où doit se mouvoir le prolétariat et qu'il ne doit jamais dépasser! Alors que la classe ouvrière internationale a des intérêts uniques, contre toutes les fractions de la bourgeoisie mondiale qui a aussi, face au prolétariat, des intérêts uniques (cf. article dans ce numéro), le langage du soi-disant défenseur des ouvriers qu'est "Solidarité" a été constamment nationaliste.

Alors que l'avenir de la lutte de la classe en Pologne comme de toute lutte ouvrière dans n'importe quel pays réside, en dernière instance dans son extension internationale, "Solidarité" a constamment restreint au terrain patriote la lutte des ouvriers en Pologne.Et lorsque les premiers signes de conscience de l'internationalisme du prolétariat se sont manifestés, c'est aux "syndicats" bien nationaux des autres pays et aux "gouvernements démocratiques" de l'Ouest que les appels de "Solidarité" ont été adressés. La classe ouvrière d'Europe occidentale en aurait à enseigner à ses frères de classe à l'Est sur la vraie nature de la "démocratie" !

Union nationale des ouvriers derrière leur gouvernement en Pologne, union nationale des ouvriers derrière leurs syndicats et gouvernements"démocratiques" à l'Ouest, tel est le vrai langage de "Solidarité".

la défense de l'économie capitaliste

Mais par dessus tout, c'est la défense de "l'économie nationale" qui a été le terrain privilégié des mystifications de "Solidarité". Parce que c'est en premier lieu le terrain économique que la lutte de la classe ouvrière prend comme point de départ (hausses des prix, baisse des salaires, pénurie alimentaire à l'Est, surproduction mais misère croissante a l'Ouest), c'est un terrain auquel le prolétariat est "sensible", et "Solidarité" ne s'est pas gêné pour jouer dessus : *"Il faut que le syndicat prenne compte la réalité des difficultés économiques et en explique les conséquences.. C'est pourquoi il faut arrêter toutes les actions revendicatives"* (décembre 80); *"Maintenant, c'est à nous de travailler car nous voulons vivre mieux et cela dépend de nous"* (mars 81). "Solidarité" a repris à son compte tous les mensonges sur les grèves fauteuses de crise économique, alors que c'est la banqueroute de tout le système capitaliste qui se développe. Les intérêts de l'économie capitaliste et nationale ne sont jamais ceux de la classe ouvrière. Dans ce cadre, il n'y a pas d'issue. Et lorsque cet été, le mécontentement contre la famine a repris le dessus sur tous les discours lénifiants de "Solidarité", celui-ci s'est empressé de canaliser le mécontentement et a repris de plus belle les campagnes "auto-gestionnaires" qu'il avait engagées, avouant ouvertement son rôle de flic national: *"Une entreprise auto-gérée ne fera pas grève puisqu'elle nuirait du même coup à ses propres intérêts"* (2 septembre 81). *"La police préviendra toute provocation de l'extérieur des manifestations, nous nous occuperons de l'intérieur"* (été 81). C'est le même langage, la même "responsabilité" nationale, la même préoccupation de la répartition de la misère et du maintien de l'ordre social que "nos" vieux syndicats de l'Ouest.

les tactiques syndicales

Quant à la "tactique", "Solidarité" est allé aussi à bonne école. En Europe occidentale la bourgeoisie occupe tout le terrain social entre les attaques dures des gouvernements contre les "irresponsabilités" syndicales, entre les syndicats "durs" et les "mous". De la même façon "Solidarité" a su se partager le travail avec le gouvernement, tantôt négociant, tantôt menaçant; en son propre sein, entre les "modérés" et les "radicaux"; sur le terrain en proposant diverses formes d'action. Dans ce domaine, les conseils de ses collègues occidentaux auprès desquels Walesa est venu prendre des leçons l'hiver dernier, ont été fort utiles: *"Il y a d'autres moyens que la grève...On peut comme en France faire des meetings après les heures de travail pour amener les autorités à négocier...On peut inventer beaucoup de choses, faire des marches de protestation...Et puis nous allons avoir notre hebdomadaire"* (Walesa, mars 81).

Les ouvriers d'occident connaissent bien le travail de sabotage des syndicats. Ils ont l'expérience des fausses alternatives et de toutes les formes d'action-bidon du syndicalisme. Ils connaissent bien le langage des syndicats. Et ils connaissent ce que valent la "liberté" et la "démocratie" dans lesquelles les ouvriers polonais ont eu des illusions quand la classe ouvrière rentre en lutte.

De l'expérience cuisante que viennent de vivre les ouvriers en Pologne avec "Solidarité", le syndicat le plus jeune et "démocratique" qui soit, ils doivent tirer la leçon définitive:

LA FORME SYNDICALE EST DEFINITIVEMENT INADAPTEE A LA LUTTE OUVRERE. TOUTE FORME DE SYNDICALISME EST DU COTE DE L'ENNEMI DE CLASSE.

Aussi:

PAS DE SOLIDARITE AVEC "SOLIDARITE", MAIS SOLIDARITE AVEC LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE, EN DEHORS ET CONTRE LES SYNDICATS QUELS QU'ILS SOIENT.

Pas d'union avec aucune fraction de la bourgeoisie.

LA SEULE SOLIDARITE, C'EST LA LUTTE DE CLASSE.

C.N.

la bourgeoisie mondiale est derrière jaruzelski

"L'ordre règne à Varsovie !". Ce vieux mot-d'ordre de la contre-révolution féodale est devenue depuis août 1980 celui de la contre-révolution bourgeoise. La terrible répression qui s'abat en ce moment sur le prolétariat de Pologne n'est pas le simple fait du dictateur Jaruzelski. C'est toute la bourgeoisie mondiale qui fait le coup et qui l'a longuement préparé, mois après mois. Qu'elle délègue aujour-d'hui aux flics et aux militaires polonais la tâche spécifique de faire règner la terreur, d'emprisonner et de tuer les prolétaires, ne doit pas faire oublier la contribution de tous ses autres secteurs, de l'Est et de l'Ouest, de droite et de gauche, à la répression anti-ouvrière.

Pour que la répression fût possible, il fallait d'abord que le prolétariat de Pologne ait été affaibli et isolé. Affaibli, il l'a été avant tout par les manoeuvres de Solidarité (cf. l'article "Le syndicat Solidarité a préparé la répression", dans ce numéro). Mais ces manoeuvres elles-mêmes n'ont été possibles que par son isolement à l'échelle mondiale, tant dans le bloc de l'Est que dans le bloc de l'Ouest. Et ce sont tous les secteurs de la bourgeoisie mondiale qui se sont partagé la besogne pour réaliser cet isolement et cet affaiblissement et qui aujourd'hui poursuivent leur collaboration en vue de les maintenir.

LE PARTAGE DES TACHES AVANT LE 13 DECEMBRE

La bourgeoisie mondiale définit, dès août 80, les grands axes de ce qui sera sa stratégie face au surgissement de la classe ouvrière. A l'Est, l'URSS agite à mots couverts la menace d'une intervention. A l'Ouest on commence à faire du bruit autour de cette menace et on "met en garde" l'URSS contre toute "aventure". Au niveau des forces de gauche occidentales et notamment des syndicats, on prend les dispositions pour jouer les "bonnes fées" autour du nouveau-né syndicat "indépendant". Cette stratégie se développera pendant des mois jusqu'à aboutir aux conditions qui ont permis la répression présente.

LA CONTRIBUTION DU BLOC RUSSE

Dans cette stratégie, la place du bloc russe est évidemment de premier ordre. C'est lui qui a la responsabilité directe de déchaîner la répression.

Il est clair que c'est tout le bloc qui agit en Pologne : l'armée polonaise n'est-elle pas une pièce maitresse du Pacte de ... Varsovie.

Mais au delà des considérations strictement militaires, il est également clair que la bourgeoisie russe, encore moins que les autres secteurs de la bourgeoisie mondiale, ne pouvait rester inactive face aux formidables luttes ouvrières qui prenaient place au coeur de son bloc, dans le 2ème pays de celui-ci. Luttes ouvrières qui constituaient un formidable exemple pour le prolétariat d'URSS et des autres pays d'Europe de l'Est de plus en plus durement frappé par la crise économique mondiale du capitalisme.

Mais la contribution des pays du bloc de l'Est au rétablissement de l'ordre bourgeois en Pologne ne se limite pas à sa participation à la répression présente. Elle s'est manifestée mois après mois,de l'été 80 à décembre 81. Sa carte essentielle a été l'intimidation. A travers des déclarations répétées sur la nécessité d'une "aide fraternelle à la classe ouvrière polonaise" et force manoeuvres militaires tout autour de la Pologne, chaque fois que se développaient les grèves, l'URSS et ses alliés ont laissé entendre qu'ils étaient prêts à rééditer leurs opérations de 1956 en Hongrie et de 1968 en Tchécoslovaquie. Ces menaces d'une intervention "extérieure" ne correspondaient pas aux intentions véritables de la bourgeoisie comme le démontrent les événements d'aujourd'hui. Leur fonction réelle était de faire tolérer par les ouvriers, comme "moindre mal" qu'il ne fallait pas "compromettre", une politique de plus en plus dure menée par les autorités nationales tant sur le plan de l'austérité que sur celui de la répression.

En fait, les vociférations venues de Moscou, Prague ou Berlin-Est, misaient sur le nationalisme qui pèse très lourd sur la conscience des ouvriers polonais. "Mieux vaut encore une oppression à la polonaise qu'une oppression à la russe", était le leitmotiv implicitement répété par le POUP et explicitement agité par "Solidarité" pour démobiliser et démoraliser la classe ouvrière.

Les vociférations moscovites avaient encore une autre fonction : renforcer deux organismes fondamentaux de l'ordre capitaliste en Pologne, le parti et "Solidarité".

Ainsi, en juin 1981, c'est grâce à une lettre menaçante envoyée par le PCUS au POUP et qui attaquait nommément Kania, que celui-ci réussit à refaire autour de lui l'unité de son parti malmenée par la contestation et les "structures horizontales". Le seul fait d'être attaqué par l'URSS avait fait de Kania un héros auprès de ses troupes.

De même , chaque fois que les deux principaux "pompiers volants" de "Solidarité", Walesa et Kuron, étaient mobilisés pour convaincre des grévistes de cesser leur lutte, ils étaient victimes d'attaques en règle dans les médias soviétiques. La constance avec laquelle l'URSS a dénoncé les éléments les plus "modérés" de "Solidarité" et non les éléments les plus radicaux tels Gwiazda et Rulewski en dit long sur le véritable motif de ces campagnes : redorer le blason de "Solidarité" et de ses dirigeants afin de les rendre plus aptes à saboter les luttes ouvrières.

Une autre fonction assumée par les menaces "d'intervention extérieure" a été de détourner les yeux des prolétaires polonais du véritable danger qui les menaçait et qui s'est concrétisé le 13 décembre : la répression par les "forces de l'ordre" polonaises conduites par Jaruzelski, ce "libéral", ce "grand patriote", cet "honnête homme", ce "partisan du dialogue" qui s'est toujours refusé à faire tirer sur les ouvriers", suivant les dires de Walesa.

Enfin, les menaces d'intervention ne visaient pas seulement à démobiliser les travailleurs de Pologne mais aussi ceux des autres pays d'Europe de l'Est. C'était d'autant plus nécessaire pour la bourgeoisie que, durant la même période, s'étaient manifestés les signes d'une certaine combativité en Tchécoslovaquie (Ostrava), en Allemagne de l'Est, en Roumanie (mineurs de la vallée de la Jiu) et même en URSS (Gorki et Togliattigrad en avril 80, Vorkuta en septembre 80).

Cette entreprise d'isolement du prolétariat de Pologne dans le bloc de l'Est n'était pas uniquement basée sur l'intimidation. Cette dernière s'accompagnait de toute une campagne chauvine tendant à développer l'idée que les grèves de Pologne étaient responsables des difficultés économiques qui se développaient dans les autres pays .Suivant la situation économique de chacun de ceux-ci, on a, soit présenté les ouvriers polonais comme des privilégiés et des paresseux qui n'avaient aucune raison de s'agiter, soit expliqué leur agitation comme résultant "d'erreurs" catastrophiques de la direction Gierek.

L'action combinée de toutes ces manoeuvres ouvrait la voie à la répression d'aujourd'hui.

L'agence Tass elle-même ne croit pas si bien dire (17-12) :

"Les ennemis du socialisme préparaient depuis de longs mois un bain de sang en Pologne". Mais pour réussir cette action, elle avait besoin de la contribution essentielle de la bourgeoisie du bloc occidental.

LA CONTRIBUTION DU BLOC DE L'OUEST

La sollicitude dont ont fait preuve les grands pays d'Occident à l'égard de l'économie polonaise est bien connue. Elle ferait presque croire à un capitalisme généreux et philanthrope. Cette apparente générosité a une raison bien précise : il s'agit de prévenir l'effondrement complet de l'économie d'un pays qui connaît les luttes ouvrières les plus importantes de l'histoire mondiale de ces 50 dernières années.

La manoeuvre est claire et a été encore confirmée au mois d'août 81 lorsque, à la suite des "marches de la faim", le gouvernement Mauroy a décidé d'urgence l'envoi d'une aide alimentaire complémentaire.

Mais l'enjeu va bien au dela d'une simple rentabilité économique : il s'agit de tout faire pour éviter de nouvelles explosions sociales. C'est pour cela que les Etats, garants de l'ordre social, font pression sur les banques pour qu'elles "oublient" les critères de stricte rentabilité.

Ainsi, le bloc occidental complète le dispositif de maintien de l'ordre. Là où le bloc russe ne peut rien, compte tenu de sa faiblesse économique, l'Ouest vient à la rescousse. On se partage les tâches : à l'Est de brandir le bâton (de ce côté là il est bien pourvu), à l'occident de fournir la carotte.

Mais leur collaboration ne s'est pas arrêtée là. Les pays de l'Ouest ont également participé pleinement à la campagne d'intimidation sur "l'intervention extérieure". Leur contribution était même indispensable : les menaces proférées par l'Agence Tass ou la Pravda avaient besoin d'être répercutées par la BBC ou "Radio Europe Libre" pour être prises au sérieux. Si on examine l'histoire de ces 16 derniers mois on constate que les mises en garde occidentales à l'URSS les plus véhémentes ont toujours coïncidé avec les moments de plus grande tension sociale. On constate également qu'elles s'accompagnaient d'appels au calme en direction des ouvriers de Pologne.

Ce ne sont pas seulement les gouvernements d'occident qui ont participé au maintien de l'ordre en Pologne. Les organisations syndicales ont été aussi mises amplement à contribution. Au saboteur des luttes "Solidarité", elles ont apporté un soutien actif.

Sous forme matérielle : papier, matériel de bureau et d'impression, matériel audio-visuel. Pour sa propagande démobilisatrice "Solidarité" avait besoin de toutes ces fournitures introuvables sur le marché. Il aurait été mal venu que les autorités polonaises ou les syndicats officiels du bloc de l'Est apportent une telle aide : cela aurait immédiatement déconsidéré le syndicat "indépendant" auprès des ouvriers.

Sous forme politique : contrairement à ceux de l'Est qui sont ouvertement de simples auxiliaires des flics, les syndicats occidentaux ont une longue expérience de sabotage et de démobilisation des luttes sous couvert d'un langage radical ; cette expérience ils se sont faits un devoir de la transmettre à "Solidarité" (cf. l'article "le syndicat "Solidarité" a préparé la répression"). C'est à cela que correspondaient tous les voyages de Walesa, tous ses entretiens avec Edmond Maire et compagnie.

Mais la participation des syndicats occidentaux au maintien de l'ordre en Pologne, aux préparatifs de répression, ne s'est pas limitée à cela. C'est toute leur politique de sabotage des luttes ouvrières en occident-même qui contribuait à ces préparatifs. En effet, le rapport de forces global entre prolétariat et bourgeoisie, celui qui permet ou non à cette classe de déchaîner la répression contre tel ou tel secteur du prolétariat, est fondamentalement déterminé dans les plus grandes confrontations ouvrières. Or, celles-ci se trouvent essentiellement dans les pays d'occident. Les luttes ouvrières dans ces pays auraient aidé puissamment les ouvriers de Pologne à surmonter leurs illusions nationalistes, démocratiques et syndicalistes, à combattre le sentiment de leur isolement qui a été amplement exploité par "Solidarité" pour les démoraliser.

Le sabotage de ces luttes, la passivité dans laquelle est resté, de ce fait, le prolétariat d'occident malgré l'énorme aggravation de la crise, sont donc directement responsables des tragiques événements d'aujourd'hui. Et par une ironie de l'histoire, qui dévoile bien le cynisme de la bourgeoisie, l'entreprise de démobilisation des ouvriers d'occident a utilisé à fond, juste retour des choses, la popularité de "Solidarité" auprès d'eux. Lorsque Walesa, symbole bourgeois des grèves d'août 80, participait à un meeting d'Edmond Maire, il redorait le blason de la CFDT et facilitait sa tâche de saboteur des luttes. De même, toutes les campagnes tendant à présenter la conquête de "syndicats libres" comme l'objectif principal des ouvriers de Pologne contribuaient à la démobilisation des ouvriers de l'Ouest qui, eux, disposent déjà d'un tel syndicat.

Décidemment, Jaruzelski et Brejnev doivent une fière chandelle à leurs complices d'occident, gouvernements et syndicats !

LA STRATEGIE BOURGEOISE APRES LE 13 DECEMBRE

La répression présente en Pologne est une étape importante du tir de barrage opposé par la bourgeoisie mondiale au surgissement historique du prolétariat qui a commencé en mai 68.

De même que sa préparation, sa portée dépasse de très loin le cadre des frontières polonaises.

La terreur ne s'adresse pas uniquement aux ouvriers de Pologne, même s'ils en sont aujourd'hui les victimes directes. C'est tout le prolétariat mondial qu'on cherche à intimider, à démoraliser. C'est évidemment sur les prolétaires d'Europe de l'Est et d'URSS que s'exerce le plus brutalement cette intimidation .

Mais la bourgeoisie vise plus loin. Si, pour le moment, une répression similaire à celle de Pologne n'est pas ressentie comme une menace par les ouvriers d'occident, il s'agit quand-même d'exploiter au maximum cette répression pour les démoraliser et les démobiliser.

En occident, la bourgeoisie mène une offensive tous azimuts avec des thèmes et des arguments qui semblent se contredire.

Ainsi, au moment de l'annonce de l'état de siège, le ton général, au niveau des gouvernements, est à l'image des déclarations de l'inéffable Cheysson, *"c'est une affaire strictement polonaise"*. On peut même voir des "atlantistes" bon teint exprimer leur "compréhension" : *"Au point où son pays en était arrivé, le général Jaruzelski ne pouvait pas agir autrement qu'il ne l'a fait dans la nuit de samedi à dimanche. C'est le dernier pari de la Pologne indépendante"*. (Le Figaro du 14.12.81).

"...on doit considérer que les mesures prises par le général Jaruzelski l'ont été pour restaurer l'ordre en Pologne, pour résoudre la grave crise économique... et afin d'éviter des conséquences plus catastrophiques... nous remarquons qu'il existe une volonté chez les autorités polonaises de continuer les réformes..." (K.D. Leister, secrétaire d'Etat à la Défense de R.F.A. le 14.12.81).

Avec ce type de déclarations, la bourgeoisie affirme clairement qu'il faut considérer comme "normales" des mesures de répression massive contre la classe ouvrière lorsque "la nation" est menacée. C'est un avertissement aux prolétaires...

Mais, avec l'intensification de la violence répressive face à la résistance des ouvriers de Pologne, il devenait dangereux pour la bourgeoisie occidentale de maintenir une telle attitude qui risquait de porter un coup grave à la mystification démocratique, un des piliers les plus importants de sa domination.

C'est la raison essentielle du changement progressif de ton du gouvernement français de même que des autorités américaines.

Désormais, on assiste à une action combinée des gouvernements et des for-

(SUITE PAGE 5)

plus aucune lutte ouvrière ne doit rester isolée...

(SUITE DE LA PAGE 1)

pas se battre contre ce système dans les pays de l'Est comme de l'Ouest.

La volonté acharnée de s'émanciper, celle qui anime la classe ouvrière en Pologne, implique une transformation révolutionnaire de la société et cela est impossible dans le cadre d'une nation. En ce sens, les luttes ouvrières en Pologne posaient, et posent toujours la question de la fraternité des ouvriers des pays de l'Est et de l'Ouest. Elles sont dans les faits le plus puissant appel depuis des décennies à l'unité de la classe ouvrière internationale. Et cela, même si les ouvriers en Pologne n'en ont eux-mêmes pas pris conscience.

Si la répression des ouvriers en Pologne n'est pas "une affaire polonaise", la solidarité avec les ouvriers en Pologne n'est pas non plus l'affaire de la bourgeoisie, de droite comme de gauche.

Il faut bien comprendre, et cela est vital, que contre le prolétariat la bourgeoisie mondiale est unie, à l'Est et à l'Ouest; et aujourd'hui, elle est unie, malgré toutes ses déclarations, dans l'offensive générale qu'elle lance contre le prolétariat. Dans cette situation, la seule manière de faire que la bourgeoisie desserre l'étau qui s'est refermé sur la classe ouvrière en Pologne, la seule manière de dégager le front en Pologne, c'est d'ouvrir plusieurs fronts de lutte ouvrière en Europe même.

En suivant la gauche et les syndicats, en Europe, nous avons laissé isoler pendant des mois la lutte des ouvriers en Pologne pour qu'aujourd'hui on nous demande d'assister au spectacle de l'écrasement des ouvriers polonais et de contempler notre propre impuissance.

Aujourd'hui, en continuant sur ce chemin, en suivant la bourgeoisie dans sa fausse solidarité, nous ne ferons que renforcer l'isolement mortel des ouvriers polonais. Nous ne ferons que nous désarmer par rapport à l'avenir, par rapport aux luttes que nous serons obligés de mener. En laissant massacrer les ouvriers polonais, c'est notre propre tombe que la bourgeoisie nous invite à creuser en nous faisant danser autour des drapeaux.

la solidarité et ses conditions

Le 16-12-81, la bourgeoisie rouge a touché le coeur du problème en déclarant :

"Ceux qui se sont bercés d'illusions en pensant que l'instauration de la loi martiale provoquerait un bouleversement politique dans le monde entier ont été déçus..."

Une classe qui ne se bat pas contre sa propre bourgeoisie comprend difficilement ce qu'est la solidarité. Elle ne voit dans le mot "solidarité" qu'un acte altruiste, humaniste, un sacrifice, ce que ne manque pas d'exploiter la bourgeoisie, qui est aussi une exploiteuse de sentiments, ce qui ne manque pas à son tour, à juste raison, de faire fuir plus d'un ouvrier au mot de "solidarité".

La solidarité ouvrière n'est pas autre chose que l'expression de l'unité des intérêts entre toutes les fractions du prolétariat. Elle ne peut vivre que dans la défense de ces intérêts par toutes les fractions de la classe ouvrière, et inversement elle donne la force de se battre pour ces intérêts, partout où elle s'exprime.

Le rapport qui existe entre la "solidarité" de la classe ouvrière et sa capacité de défendre ses intérêts, la classe ouvrière en Pologne nous en a donné justement l'exemple.

En août 80, après les tentatives des années 70/71, 76, 78, les ouvriers polonais réussissent, au travers d'une lutte généralisée, et coordonnée à travers tout le pays, à faire reculer l'Etat polonais.

Au coeur de cette force qui parvient à faire plier la bourgeoisie rouge, il y a la solidarité qui unifie toutes les luttes, qui les soude en une seule expression, en une seule force.

Un des plus beaux exemples de cette lutte, tout à la fois généralisée et soudée par la solidarité ouvrière, est donné par la situation qui est à l'origine de la lutte actuelle, en août 80: En août 80, le gouvernement polonais accorde satisfaction à toutes les revendications émises par le Chantier Commune de Paris, à Gdynia, près de Gdansk. Elle espère couper ainsi le mouvement d'une de ses têtes les plus combatives. Non seulement les ouvriers de Gdynia refusent de reprendre le travail, avant que TOUS les autres ouvriers aient satisfaction, mais encore ils envoient une délégation au Chantier Lénine pour convaincre Gdansk, qui hésite, que s'ils reprennent le travail, c'est la fin des espoirs de tous les ouvriers de Pologne et la milice pour tous.

Ainsi la lutte généralisée, la lutte par solidarité a été la seule force qui a été capable tout à la fois de s'opposer à la répression immédiate et d'imposer un rapport de force à la bourgeoisie.

Face à la répression, le problème est le même, mais à une échelle beaucoup plus large. Cette réponse ne peut plus avoir pour cadre les frontières. L'exemple des ouvriers de Gdynia doit être celui des ouvriers du monde entier. Hier, la classe ouvrière en Pologne hissait par sa lutte le mouvement ouvrier international à une échelle supérieure, aujourd'hui la résistance désespérée des ouvriers en Pologne pose une question supérieure au mouvement ouvrier international : dans les faits, elle lui demande de devenir internationaliste par la lutte généralisée par dessus et contre les frontières, par dessus le rideau de fer.

Dans l'immédiat, la classe ouvrière en occident est peut-être trop endormie par les syndicats, la gauche, les illusions sur son propre Etat, son avenir, pour répondre à l'appel international à la solidarité que pose encore plus fortement qu'hier la résistance acharnée des ouvriers contre l'Etat polonais et la bourgeoisie mondiale.

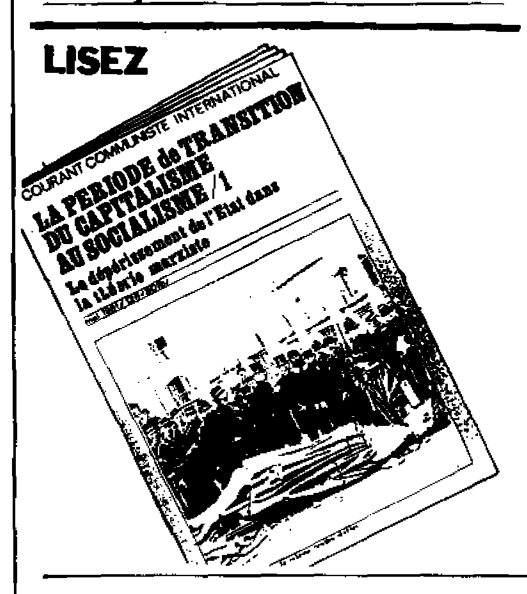
Mais la classe ouvrière en Pologne, en prenant l'initiative d'un combat où elle ne peut plus s'arrêter et la bourgeoisie en prenant l'initiative de la répression la plus brutale qui soit, ont posé directement dans les faits la question de la solidarité internationale de la classe ouvrière. Cette question n'aura peut-être pas de réponse immédiate, comme beaucoup des grandes questions qui ont été posées à la classe ouvrière dans l'histoire, mais elle est posée.

Bourgeois, ne criez pas victoire trop vite, ne serait-ce que parce que la classe ouvrière en Pologne résiste et fait preuve d'un courage, d'une fierté et d'une détermination que n'aviez peut-être pas prévue!

Bourgeois, ne criez pas victoire trop vite, ce qui se passe aujourd'hui fait qu'une page de l'histoire du mouvement ouvrier est définitivement tournée, mais une autre s'ouvre.

Il faut comprendre vite et profondément la leçon.

LISEZ



(SUITE DE LA PAGE PRECEDENTE)

ces de gauche d'occident (à l'exception des partis staliniens les plus pro-russes comme le PCF et le PC portugais, évidemment) sur le thème de la dénonciation de la répression et de la "suppression de libertés".

Un des axes de cette campagne est de présenter le coup de force de Jaruzelski comme le fait de l'URSS seule, une nouvelle manifestation de la menace que fait peser cette puissance sur "la liberté et l'indépendance des peuples". Il s'agit d'alimenter tout le battage que fait le bloc occidental dans ses préparatifs idéologiques en vue d'une future boucherie impérialiste

L'autre axe consiste à dévoyer et canaliser dans des impasses la colère des prolétaires d'occident contre la répression bourgeoise, leur volonté d'exprimer une solidarité envers leurs frères de classe de Pologne. Ce sont les syndicats et la gauche qui se chargent de ce sale travail comme nous le mettons en évidence par ailleurs dans ce journal.

Le but ultime de cette manoeuvre est de provoquer chez les prolétaires un sentiment d'impuissance face à la répression et de préparer ainsi les répressions futures.

Les événements de Pologne sont une dure leçon pour le prolétariat mondial. Ils montrent de quoi est capable le bourgeoisie quand sont menacés ses intérêts, quand est troublé l'ordre.

Mais pour que la classe ouvrière soit en mesure de mettre à profit cette leçon, de transformer sa défaite partielle d'aujourd'hui en promesse de sa victoire future, il est nécessaire qu'elle prenne conscience de toute l'ampleur, de toutes les facettes du dispositif mondial de préservation de l'ordre bourgeois tel qu'on l'a vu se déployer à partir des combats d'août 80.

F.M. (20.12.81)

ESPAGNE 36 : la bourgeoisie préparait la guerre POLOGNE 81 : elle craint la révolution

Avec le développement de la répression en Pologne, les souvenirs resurgissent et notamment les mauvais. Durant la manifestation du 14 décembre où s'est retrouvée toute la bourgeoisie française du RPR à l'extrême-gauche, des manifestants proclamaient : la Pologne 1981 ne sera pas l'Espagne de 1936.

Dans une période marquée par l'approfondissement dramatique de la crise économique, par une fuite en avant du capitalisme dans l'économie de guerre, par une exacerbation des tensions inter-impérialistes, dans une période sociale troublée, avec en France l'arrivée de la gauche au pouvoir, la référence à l'Espagne 36 c'est d'abord la référence à la 2ème guerre mondiale dont les événements d'Espagne ont été le premier pas.

Sommes-nous en 1936 ? La Pologne est-elle l'Espagne ? La question est d'importance, elle contient la perspective du futur : guerre ou révolution !

Dans l'Espagne, lorsque se développe la crise des années 30, le prolétariat est jeune, il n'a pas été affaibli dans la 1ère guerre mondiale, il n'a pas été écrasé, il reste concentré et combatif. Cette situation est très spécifique, très particulière. C'est une exception alors que mondialement le prolétariat est impuissant, il n'est par encore remis des illusions et des désillusions de la 1ère guerre mondiale, ni de l'échec sanglant de la vague révolutionnaire qui commence en 1917. Le prolétariat d'Espagne est combatif dans les années 30, mais dramatiquement isolé par l'état de faiblesse durable de la classe ouvrière mondiale.

Ses luttes vont être dévoyées vers la terrain de la guerre impérialiste. Les ouvriers d'Espagne vont servir de chair-à-canon dans l'affrontement des fractions franquiste et républicaine derrière lesquelles se profilent les blocs rivaux : URSS et démocratie occidentale d'un côté, nazis et fascistes de l'autre. Ils vont servir de prétexte pour embrigader les ouvriers du monde entier derrière la bannière de l'anti-fascisme, c'est-à-dire l'idéologie qui prépare la guerre.

Aujourd'hui la situation est heureusement bien différente. Même si au travers de la répression qu'il subit le prolétariat de Pologne paie son isolement relatif sur la scène mondiale, le prolétariat mondial n'est pas écrasé comme dans les années 30. Il manifeste partout sa combativité. Le prolétariat d'aujourd'hui est jeune, il n'a pas connu l'écrasement des années noires de la 2ème guerre mondiale et d'après, et il a plus d'expérience face aux mystifications bourgeoises que jamais (voir articles du mois précédent).

La lutte du prolétariat en Pologne est fondamentalement restée sur un terrain de classe. Elle n'est pas un prétexte au déchaînement des rivalités inter-impérialistes, au contraire, on a vu la bourgeoisie établir un consensus par-delà le rideau de fer afin de mettre au pas ces ouvriers polonais récalcitrants qui, du coeur de l'Europe, donnaient le "mauvais" exemple de la lutte aux ouvriers du monde entier. Nous sommes de ce point de vue loin de l'Espagne 1936.

La lutte des ouvriers de Pologne, au coeur du bloc de l'Est est venue dynamiter le mythe du socialisme à l'Est, de la nature ouvrière du stalinisme. Elle a permis un approfondissement de la conscience du prolétariat mondial. Quelle différence avec 1936 où, piégée par l'anti-fascisme, la lutte ouvrière a servi d'alibi pour obscurcir la conscience des ouvriers du monde entier, déjà muets en Allemagne et en Russie parce qu'écrasés dans les années 20. Aujourd'hui, nulle part le prolétariat n'est muet, ni dans les pays soi-disant "démocratiques" ni dans les pays ouvertement totalitaires.

Cependant, si face à l'offensive de la bourgeoisie qui se manifeste par la répression en Pologne, le prolétariat partout dans le monde est incapable de réagir en hissant ses luttes au niveau exigé par la situation, demain c'est la répression paquet par paquet que la bourgeoisie poursuivra -comme elle réprime en Pologne, elle réprimera ailleurs. Au bout de ce chemin, il y a la voie ouverte à la bourgeoisie vers la guerre.

Nous ne sommes pas en 1936, parce que le prolétariat mondial n'est pas vaincu. Mais il dépend de sa capacité de lutter que la Pologne ne devienne pas, comme en Espagne d'hier, un piège pour entraîner la classe ouvrière mondiale dans la guerre inter-impérialiste. Toute l'attitude de la bourgeoisie mondiale vis-à-vis de la question de la Pologne montre qu'elle ne s'est pas simplement réduite à isoler la lutte des ouvriers polonais sur un terrain national, pour dévoyer la solidarité de classe de l'ensemble du prolétariat international. En même temps que cela, elle tente d'enfermer les ouvriers dans la fausse alternative non plus sous la forme de fascisme/anti-fascisme mais sous celle de stalinisme/anti-stalinisme, l'une et l'autre gardant pour dénominateur commun la fausse opposition totalitarisme/démocratie. Il n'y a pas de fatalité historique. L'avenir dépend du prolétariat, à lui de faire qu'il lui appartienne pour imposer sa solution contre la guerre impérialiste: la révolution.

JJ

au-delà des blocs, unité des luttes !

La situation dans les pays de l'Est

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la vie quotidienne pour les ouvriers de l'Europe de l'Est ressemble à un monde en état de guerre permanent, la guerre en moins.

La pénurie, les queues devant les magasins vides, la pression du travail, la répression immédiate de toute résistance considérée comme insoumission, comme dans l'armée, est leur lot depuis longtemps.

Mais cette misère s'est encore accrue depuis la fin des années 60, en même temps que "l'ouest" commençait à subir les effets de ce qui deviendra plus tard de façon évidente la crise mondiale et irréversible du capitalisme.

"Un guide statistique du travail de l'URSS de 1967 montrait que plus de 20 % des ouvriers employés dans le secteur le mieux payé, la construction, se trouvaient au-dessous du seuil de pauvreté et que plus de 60 % de ceux des industries les moins payées, textile et alimentaire, se trouvaient au-dessous de ce seuil de pauvreté. (Holubenko - "La classe ouvrière à l'Est, mécontentement et opposition".

Aujourd'hui, des produits comme le pain ou le beurre connaissent, dans les pays où il y en a encore, des hausses de l'ordre de 100 et 200 %. Quant au chômage, soi-disant inexistant dans la mythologie stalinienne ou trotskyste :

"Depuis 1967, les bureaux de chômage ont rouvert dans toutes les grandes villes de Russie. Ils envoient les chômeurs dans le Grand Nord et en Extrême-Orient. Le résultat des "rationalisations " de l'économie russe pendant le plan quinquennal de 71-75 a été que 20 millions d'ouvriers ont perdu leur travail. En plus, il faut compter 10 millions de travailleurs saisonniers. Depuis le début des années 70, les camps de travail et les "colonies de pionniers" de Sibérie sont devenus une fois de plus une soupape pour l'explosion du chômage et pour l'exode rural" (Revue Internationale n° 28 - "Lutte de classe dans les pays de l'Est 1970-80")

Stagnation de la production, pénurie alimentaire, endettement international plaçant le capital national au bord de la banqueroute, la Roumanie doit 18,4 % de son produit national, la Pologne 17,7 %. Dans le pays le plus puissant du bloc, en URSS, Brejnev est obligé de prévenir que la situation va empirer : *"Le problème alimentaire sera le problème essentiel des années 80-85"*. Le gouvernement soviétique a déjà limité à 800 g par mois, dans certaines régions de l'URSS, la ration de viande ; les roumains passent des mois sans en voir le moindre morceau.

En octobre 81, un décret est passé en Roumanie *"menaçant de peines de prison de 6 mois à 5 ans tout détenteur de réserves d'huile, de sucre, de farine, de riz et de café dépassant le consommation de leur famille pendant un mois"*. (et avec leurs évaluations des besoins...)"

Après avoir invectivé les responsables de la situation : la Pologne (qu'il faut "aider"..) et les USA (qui poussent à une course effrenée aux armements), Brejnev vient de trouver une nouvelle explication selon laquelle, lorsque la production agricole baisse autant trois années de suite.., il faut réviser les analyses du climat de l'URSS !

Il y a longtemps que les ouvriers à l'Est ne se font plus d'illusions sur les "progrès" du système "socialiste".

La classe ouvrière : une tension permanente

"Les journalistes estiment que jusqu'au milieu des années 70, pas plus de 10 % des actions spontanées des ouvriers ont été connues publiquement à l'Est ou par les gens à l'Ouest" (Mémoires de Schwendtke).

"Un des exemples les plus connus est la décision de Radio Free Europe de Munich de refuser de transmettre une série de lettres envoyées par les mineurs roumains en grève pour informer les autres roumains et les ouvriers d'Europe de l'Est de leurs actions. Ensuite, ceci concerne les informations qu'on laisse passer vers les ouvriers à l'Ouest. Par exemple, les grèves russes de Kaliningrad, Nov, et d'autres villes en Biélorussie qui éclatèrent en solidarité avec le soulèvement polonais de 70 sont bien connues en Pologne, mais n'ont été rapportées à l'Ouest qu'en 1974 et encore, à travers le service de presse Hsinhwa de Pékin". (Revue Internationale n° 28).

Ceci pour dire qu'on ne peut être que très prudent sur l'estimation réelle de la réaction ouvrière dans les pays de l'Est, vu le blocus de l'information organisé sciemment par la bourgeoisie d'Est et d'Ouest. Encore dernièrement, pendant que Sakharov et sa grève de la faim faisaient la une des journaux, on pouvait lire de courts entrefilets sur des émeutes en Russie (Caucase, Estonie, Lethonie...) en octobre-novembre, et, à la même époque, en Roumanie : *"le 23 août dernier, jour de la fête nationale, la manifestation -populaire et obligatoire- doit être dispersée à Timisoara... L'émeute est évitée de justesse (...) Cette scène se déroule à Motru, ville minière à 250 kilomètres de Bucarest: dans le cadre de sa tournée en province, Ceausescu vient effectuer une "visite de travail". A peine a-t-il posé le pied à terre en sortant de l'hélicoptère, qu'une pluie de pierres s'abat sur lui. Le "cher bien aimé" prend ses jambes à son cou (...)"*. Mi-octobre, des émeutes éclatent dans plusieurs villes suite au rationnement alimentaire : *"Toujours le même scenario : dans les files d'attente, un incident dégénère. La milice, appelée à la rescousse est prise à partie par la population. Le siège local du parti est occupé. Les manifestants sont délogés par les troupes de la police politique".*

"Les troubles qui éclatent en Roumanie sont des mouvements spontanés, ponctuels, sporadiques, violents et difficilement contrôlables : selon le L.D.H.R. (Ligue de défense des droits de l'homme), le 1er secrétaire du parti de la ville d'Ovsova a été poignardé par des émeutiers, de même l'adjoint du responsable local de Giugiu..." (Libération du 16.11.81).

Les émeutes en Roumanie donnent une image des limites et de la force des tensions sociales à l'Est. Même si souvent des grèves -en Russie par exemple- se sont étendues à une région, s'organisant spontanément pour mener la lutte, même si depuis août 80 des mouvements ont éclaté en Russie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Roumanie, en Allemagne de l'Est, même si on ne compte plus les saccages des bureaux du parti, des syndicats, des commissariats, ces réactions semblent avoir du mal à dépasser un certain stade, comme si elles ne voyaient pas sur quelle base se développer.

L'existence de cette tension de la classe ouvrière a cependant fortement entravé la capacité d'action de la bourgeoisie. En 1980, la bourgeoisie internationale a affronté le problème du mouvement social en Pologne : la détermination, l'unité de la classe ouvrière en Pologne, la tension sociale existant dans les pays de l'Est, dans un contexte où la classe ouvrière occidentale se réveille face à la crise, tout cela a empêché la bourgeoisie d'employer la répression en Pologne, en 1980. En août 80, par exemple, la R.D.A. posait son véto à une intervention russe en Pologne, "à cause de l'instabilité de la situation sociale en Allemagne de l'Est".

Aujourd'hui, ce rapport de forces a changé : en Pologne, la bourgeoisie a affaibli le mouvement de l'intérieur avec Solidarité. A l'Ouest, la classe ouvrière ne s'est pas encore débarrassée du poids syndical. Même si des réactions ont toujours lieu dans les pays de l'Est, elles ne sons plus suffisantes. La bourgeoisie, et principalement celle des pays de l'Est, ne peut plus tolérer la situation polonaise dans une situation de banqueroute économique générale, d'autant plus que la classe ouvrière, encouragée par l'"exemple" polonais, tend nécessairement vers une lutte plus ouverte : la Pologne coûte cher à l'ensemble de la bourgeoisie des pays de l'Est, c'est vrai. Reste à savoir ce que lui coûtera une répression en Pologne, tant du point de vue économique que militaire et que, surtout, du point de vue des réactions internationales de la classe ouvrière.

Du point de vue de la classe ouvrière, la question qui se pose est : qu'est-ce-qui peut permettre une réponse plus massive, plus conséquente, pour ouvrir une perspective et imposer le rapport de forces nécessaire ?

Fondamentalement, la réponse à cette question se trouve à l'Ouest du rideau de fer.

L'importance de l'unification des luttes entre l'Ouest et l'Est

Déjà en 1953, les ouvriers de Berlin-Est ont marché sur Berlin-Ouest pour rechercher la solidarité. Les occidentaux ont dû fermer leur secteur pour éviter la généralisation. Depuis, le mur de Berlin a été érigé comme symbole de la grande "rupture entre les blocs". Il est le symbole de la grande peur de la bourgeoisie : la solidarité des ouvriers par-dessus les blocs, c'est-à-dire : l'unité internationale de la classe ouvrière par delà toutes les frontières.

Les luttes des ouvriers à l'Est aujourd'hui ont apporté beaucoup pour une maturation de la classe ouvrière à l'Ouest : en premier lieu en mettant au clair le mensonge de la nature du "socialisme" à l'Est, en montrant ce que pouvait faire la classe ouvrière, par la grève de masse, et aussi à quelles limites elle se confronte.

Les luttes en Pologne ont concentré tout l'apport que pouvait représenter la lutte de classe dans les pays de l'Est pour les les ouvriers du monde entier. Mais pour réellement passer à un niveau supérieur, les luttes dans les pays de l'Est ont besoin du développement des luttes à l'Ouest. C'est la condition de la clarification des BUTS et des MOYENS d'une lutte qui ne peut mener qu'à la révolution mondiale.

. Dépasser les illusions "démocratiques" et syndicales.

Dans un certain sens, il y a moins d'illusions dans les pays de l'Est, comparativement à l'Ouest, sur la possibilité de "composer avec l'Etat". Confrontés à la répression immédiate, les mouvements s'attaquent souvent au parti, aux syndicats, à l'armée et à la police : à toutes les composantes de l'Etat. L'opposition irréductible entre les intérêts ouvriers et ceux de l'Etat se manifeste à la fois dans la misère de la vie ouvrière et dans la confrontation violente.

C'est que le stalinisme a été installé en période de décadence, et de contre-révolution dans la décadence. De la période de décadence, il a hérité la difficulté de développer l'économie sous son contrôle, dans un contexte de nations développées qui se partageaient le monde. Et cela lui donne une faiblesse économique, une marge de manoeuvre minime : il est incapable d'accorder ne serait-ce que des miettes en cas de mouvements sociaux, et doit employer immédiatement la mitraille. Dans la période de contre-révolution, la méthode forte, face à une classe ouvrière écrasée, pouvait être efficace. Quand la lutte a tendance à monter, à l'échelle mondiale, la rigidité du stalinisme, son manque de possibilité réelle d'employer des "amortisseurs sociaux", et donc l'emploi quasi-immédiat de la répression est une fragilité de la bourgeoisie : la classe ouvrière sait contre qui se battre, et ce, clairement.

Mais tant que la bourgeoisie de l'Ouest peut employer des méthodes "démocratiques" contre la classe ouvrière, les illusions à l'Est ne peuvent être complètement détruites. Il y a toujours des "démocrates" du genre du KOR ou de "Solidarité" pour avancer la possibilité d'une "pression" sur l'Etat, d'un "contrôle" à travers différents organes "démocratiques" comme les syndicats. Et s'il y a l'illusion que dans les pays de l'Ouest, "démocratiques", il y a un "mieux-être", cette illusion peut, dans une certaine mesure, "prendre", comme cela a été le cas en Pologne. La classe ouvrière de l'Ouest, en se battant, devra affronter d'abord le premier front de la bourgeoisie : les syndicats. Ce faisant, elle clarifiera la question pour l'ensemble du monde : il n'y a pas de "démocratie" du capitalisme opposé à un "totalitarisme" : c'est la même réalité d'antagonisme entre deux classes qui domine le monde de l'Est à l'Ouest.

. Dépasser le nationalisme et la problématique anti-URSS

Pendant toute la période de contre-révolution, où peu de luttes conséquentes se sont menées à l'Ouest, l'Est a connu de forts mouvements : Russie 50-51, Allemagne 53, Hongrie/Pologne 56 (voir Revue Internationale n° 27 : "Lutte de classe à l'Est 1920-1970). Mais ces mouvements, pourtant en réaction profonde contre la VIE imposée à la classe ouvrière, ont presque toujours pu être ramenés à des questions "d'indépendance nationale" à partir du sentiment "anti-russe" développé dans les pays de l'Est.

Ce sentiment peut avoir certaines bases objectives : il est vrai que l'impérialisme russe pompe énormément de la production des pays de l'Est, du fait de la faiblesse décrite plus haut. Mais, fondamentalement, les raisons de la crise sont ailleurs, elles sont générales au monde capitaliste. Encore une fois, seules les luttes à l'Ouest peuvent réellement porter cette réalité à la face du monde : tant qu'il y a illusion de développement capitaliste dans une partie du monde, c'est l'ensemble du prolétariat qui est paralysé. En s'affrontant à la crise du capitalisme à l'Ouest, les ouvriers mettront en lumière la faillite générale du monde capitaliste, Est et Ouest.

Remettre en question la pénurie à l'Est, comme partout, mais plus nettement que partout, passe par la remise en question du BUT de la production, de l'armement, de la guerre, de l'armée : c'est une remise en question qui ne peut être nationale. C'est une opposition à l'orientation générale du capitalisme mondial vers encore plus d'économie de guerre, vers la guerre elle-même.

L'union de la classe ouvrière par-delà les blocs est essentielle pour s'y opposer.

Les contradictions explosives de la société à l'Est ne peuvent amener qu'à une instabilité sociale croissante.

Mais le point le plus explosif de la situation mondiale actuelle est le fait que le développement de cette tension à l'Est s'inscrit dans un accroissement général de la tension entre bourgoisie et prolétariat dans le monde. Le développement de la lutte de classe à l'Ouest, c'est la porte qui reste à ouvrir pour que s'affirme la solution révolutionnaire de la société : contre la perspective de guerre inter-bloc de la bourgeoisie, pour l'unité des ouvriers, pour la construction de la société humaine.

D.N.

Golan: l'impérialisme américain avance un pion

Le conflit du Moyen-Orient n'en finit pas, c'est devenu un des foyers permanents des affrontements inter-impérialistes les plus meurtriers et les plus disputés. Pourtant cette région du monde s'est aussi spécialisée comme théâtre d'opérations-éclair. On se souvient de la guerre-éclair dans le Sinaï entre les armées israëlienne et égyptienne, du raid israëlien sur les centrales iraquiennes... au milieu des massacres permanents des populations libanaise, palestinienne, jordanienne, etc... En moins d'une demi-journée, le premier ministre Begin a fait adopter par la Knesset, le parlement israëlien, le projet d'annexion de la région du Golan, "occupé" depuis 67, avec l'appui de l'armée, par une majorité de kibboutzim, les colons israëliens qui ont chassé du territoire des centaines de milliers de syriens, ne laissant subsister sur les montagnes qu'une minorité de paysans druzes.

Aussitôt, tous les gouvernements -non seulement des Etats arabes mais aussi de l'Europe des dix et le département d'Etat américain- ont clamé leur "totale et ferme désapprobation de l'attitude israëlienne" et ont appelé à faire voter une résolution de condamnation" par l'ONU, bien que tout le monde se moque éperduement, comme il en a toujours été, des "résolutions de condamnation" de l'ONU. Bref, on a assisté à un bon concert de totale hypocrisie.

D'abord, parce qu'on sait depuis belle lurette que la politique suivie au Moyen-Orient et les affrontements qui en découlent ne dépendent aucunement des intérêts particuliers des Etats ni des rivalités locales, mais qu'il s'agit d'une région où ce qui est en jeu est le contrôle des grandes puissances impérialistes. On sait bien que le gouvernement américain, qui a prétendu ne pas avoir été mis dans la confidence de "l'initiative israëlienne" est le principal protagoniste de la situation au Moyen-Orient et le grand bénéficiaire de la mesure d'annexion. Il est significatif que la "condamnation" formelle d'Israël par l'europe occidentale émane du siège de l'OTAN en pleine réunion sous la présidence du général Haig, c'est à dire du haut lieu des décisions stratégiques et militaires du camp occidental.

En termes stratégiques, il ne fait pas mystère qu'ils ont profité de la situation et de la concentration des énergies du bloc russe sur "les affaires polonaises" pour déclencher une offensive au Moyen-Orient. Le coup est classique. Il revient en mémoire le "coup de Kaboul", quand l'URSS avait profité des difficultés du bloc US en Iran pour déployer ses batteries en Afghanistan. Il s'agit en fait de la même technique, même s'il ne s'agit, dans le Golan, que de l'alignement de la loi sur les faits, et non d'un déploiement militaire direct et nouveau.

C'est la réponse du berger à la bergère et il faudrait une grande dose de naïveté pour être dupe et croire que c'est l'Etat israëlien qui pourrait prendre seul une décision qui serve si opportunément les intérêts du bloc occidental. Cette annexion constitue en fait une épreuve de force dont le but poursuivi est d'accentuer la pression américaine et occidentale au Moyen-Orient en encerclant des pays qui, comme la Syrie, se font encore les défenseurs des intérêts du bloc adverse, en réduisant leur marge de manoeuvre, pour les isoler davantage et les contraindre à négocier. Cela fait suite aux difficultés américaines sur le plan diplomatique pour imposer le fameux "plan Fahd" qui, à la suite des applications des accords de camp-David, constituerait une "pacification de la région" en la mettant sous le contrôle stratégique et militaire direct du bloc occidental, en étant capable, notamment derrière la reconnaissance d'un Etat palestinien d'intégrer les ultimes forces de "résistance" -telles l'OLP et la Syrie-dans le "monde" arabe.

Ce n'est pas à travers les intérêts locaux d'une nation comme Israël qu'on peut comprendre la situation au Moyen-Orient. Une fois de plus, ce qui se passe, c'est que sur l'échiquier mondial, un bloc impérialiste profite de l'affaiblissement momentané du bloc adverse pour avancer ses pions et imposer ses forces sur le terrain au moment où l'adversaire n'est pas en mesure de rassembler toutes ses énergies pour riposter.

Y.D.

la gauche face à la Pologne

(SUITE DE LA PAGE 2)

talitaire" est bien le même. Quant à leur polémique sur "l'anti-soviétisme" et les "fauteurs de guerre", leurs positions se rejoignent en un point essentiel : axer le problème sur une question de BLOCS, et non sur un problème de CLASSE OUVRIERE.

En cela, tous deux se situent sur le terrain de la bourgeoisie, le terrain des Etats et de leur défense, le terrain de la guerre.

La CFDT, qui est, n'en doutons pas, le syndicat qui se sent le plus d'affinité avec Solidarité, la centrale syndicale de Maire ayant été parmi les conseillers les plus précieux de Walesa sur les méthodes d'encadrement syndical en usage en Europe occidentale, a été en pointe de la campagne "solidarité avec Solidarité". Il s'agit pour elle de redorer l'image de l'ensemble du syndicalisme, et de transformer Solidarité en symbole d'héroïsme et de martyrologie face à l'Etat totalitaire.

La gauche française, après avoir anesthésié la classe ouvrière sous des tonnes de promesses mensongères, et l'avoir empêchée de répondre sur son terrain de classe à l'attaque qu'elle lui porte en tant que gestionnaire du capitalisme en crise (chômage, diminution du niveau de vie, hausse de la productivité), éprouve aujourd'hui de plus en plus de mal à entretenir des illusions face à la réalité.

L'Etat de siège en Pologne vient à point nommé pour relancer des manoeuvres et un travail de sape qui commençait à s'essouffler.

Quant aux gauchistes, en particulier le trotskysme, après avoir affirmé leur solidarité à tout le monde: à l'Etat polonais "pour la défense des acquis du socialisme", à Solidarité en réclamant "la libération des militants syndicaux emprisonnés", avec les autres organisations de "gauche" en France pour appuyer toutes leurs "initiatives", ils finissent par trouver comme tout ce beau monde, qu'il n'y a rien à faire concernant la lutte des ouvriers : "alors, tous ceux qui se sentent solidaires, et nous en sommes, ne peuvent que formuler l'espoir que la classe ouvrière en Pologne sera assez forte pour résister à la répression" (Radio Bulle, le 18-12-81).

Et il est sûr qu'en restant dans la problématique des bourgeois, de la défense d'un Etat ou d'un bloc, de la défense de la "démocratie" à la PS ou du "communisme" à la PC, on ne peut rien faire pour la solidarité ouvrière.

Il faut d'abord poser la question en terme de classes, de défense des intérêts ouvriers qui sont les mêmes au-delà des frontières, et antagoniques aux perspectives bourgeoises communes à la droite comme à la gauche. Ne nous laissons plus anesthesier par la bourgeoisie!

Y.D.

réunions publiques

Les réunions publiques du mois de janvier porteront sur le thème : "POLOGNE, UNE SEULE SOLIDARITE : LA GENERALISATION MONDIALE DES LUTTES OUVRIERES".

aix-en-provence

Permanence : le 20.01.82, de 19h. à 20h. au Café de "La Madeleine", Place des Prêcheurs.

bordeaux

Réunion publique : le 23 janvier 82, à 17 heures, au Café Victor Hugo, 52 Cours Victor Hugo.
Contacts avec les diffuseurs : au Marché Saint Michel, Place Meynard, tous les 4ème samedis du mois, de 10h.30 à 11h.30

grenoble

Réunion publique : le 12 février, à 21h. au 12 rue Hector Berlioz.

lille

Réunion publique : le 9 janvier 82, à 15h.30, au 23 rue Gosselet (Mne).

lyon

Réunion publique : le 22 janvier, à 21h. au 3 rue Diderot, Lyon 1er.
Permanence : le 27 janvier, à 18 h., à la même adresse que la RP.
Contacts avec les diffuseurs : le 9 janvier, à 10h.30, au Marché St Antoine, Quai de la Saône.

marseille

Réunion publique : le 29 janvier 82, à 21h., au 205 rue Ste Cécile, 13005.
Permanence : le 22 janvier 82, de 18h. à 19h., à l'"Artistic Bar", 4 Cours Joseph Thierry.

nantes

Réunion publique : le 23 janvier 82, à 17h., au Centre social des Bourderies.
Permanence : le dernier mercredi du mois, à 20h.30, au bar de l'hôtel de Ville, Nantes-Chatenay.
Contacts avec les diffuseurs : le 2ème samedi de chaque mois, de 10h.30 à 11h.30, au marché de la Petite Hollande.

paris

Réunion publique : le 9 janvier 82, ATTENTION EXCEPTIONNELLEMENT à 18 heures, au 27 Av. de Choisy, Paris 13ème, sous le Préau.
Permanence : tous les samedis de chaque mois, sauf le samedi de la R.P., à 16h., même adresse, au 1er étage.

rouen

Réunion publique : le 23 janvier 82, à 14h.30, à la Halle aux toiles.
Permanence : le 27 février 82, à 14h.30 au même endroit que la R.P.

tours

Permanence : le 9 janvier 82, lieu et heure non précisés, écrire au journal.

toulouse

Réunion publique : le 22 janvier 82, à 21h., à la Cité Universitaire de l'Arsenal, bâtiment 2.
Permanence : tous les vendredis sauf celui de la R.P., à 18h.30 au bar "Le Colbert", av. de St.Exupéry, Pont des Demoiselles.
Contacts avec les diffuseurs : au marché sur le Boulevard près de la Place Jeanne d'Arc, les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux Puces de St. Sernin, le 2ème dimanche du mois, de 11h. à 13h.

ENFIN UNE REUSSITE "SOCIALISTE" !

Les tarifs PTT de la presse viennent d'être modifiés; l'envoi d'un journal pesant 50 g. par exemple coûtait 0,80 F. Il en coûtera désormais 2 F ; soit une augmentation de 250%. Seul les quotidiens conservent des tarifs préférentiels.

C'est une réussite contre l'inflation...de journaux! "Notre" vaillant gouvernement socialiste se fait le défenseur de "la liberté et la démocratie" en prenant des mesures de rétorsion contre les petits journaux notamment les journaux révolutionnaires.

Nous n'en n'attendions pas moins de ce gouvernement qui est le digne successeur de Noske, Blum et Cie.

NOUS FAISONS APPEL A TOUS NOS LECTEURS POUR DES SOUSCRIPTIONS.

Nos tarifs d'abonnement pour la France seulement sont modifiés pour tenir compte de cette mesure.

courrier

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEURS OPINIONS SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI.

EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE.

DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER	PAR AVION
55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
110 F	110 F	140 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2021302 X PARIS

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F)
- Nation ou classe (4 F) (épuisé)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- Organisations communistes et conscience de classe (4 F)
- La décadence du capitalisme (10 F)
- Le TROTSKYSME (6 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (4 F) (recueil d'articles)
- L'Etat dans la période de transition (12 F)

Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

DIFFUSE PAR LES NMPP

Imprimerie G. TAUTIN, 4, Passage Dieu PARIS 20ème.

polémique avec Volonté Communiste

LE PACIFISME EST UNE MANOEUVRE DE LA BOURGEOISIE MONDIALE

■ Le système capitaliste aujourd'hui est atteint d'un cancer mortel : la crise économique. Depuis que la bourgeoisie mondiale a accepté le diagnostic, il est clair pour elle que l'unique thérapeutique qui s'impose, afin de lui donner une chance de survie, c'est la 3ème guerre mondiale.

C'est dans le but de faire accepter à la classe ouvrière et à l'ensemble de l'humanité cette thérapeutique que la classe dominante nous a bombardé depuis quelques années de toute une série de campagnes idéologiques telles celle sur "l'antiterrorisme" ou sur "les droits de l'homme". Le peu d'écho enregistré,jusqu'à aujourd'hui, par ces campagnes massives, ne l'a en rien découragé. Et nous assistons effectivement depuis quelques mois à une nouvelle offensive idéologique : cette fois autour du pacifisme.

Face au nouveau poison que tente d'administrer la bourgesoisie, la classe ouvrière et ses révolutionnaires ne peuvent que riposter avec le maximum de lucidité et de rigueur. L'heure n'est plus aux hésitations, aux confusions et aux approximations, si tant est qu'elle le fut auparavant.

C'est avec ce souci que nous tenons, ici, à répondre au groupe "Volonté Communiste" pour son article paru dans "Révolution Sociale" de décembre 81 et intitulé "le Pacifisme en Allemagne".

Malgré une "certaine" dénonciation du mouvement pacifiste qui est faite dans cet article il nous paraît utile de critiquer la vision qui est développée et qui, à notre sens, atténue pour ne pas dire annule cette nécessaire dénonciation.

L'effritement des blocs et le « chacun pour soi »

Elle l'annule tout d'abord parce qu'elle ne voit, dans les manoeuvres pourtant grossières de la bourgeoisie, qu'une simple tentative de récupération du mouvement pacifiste, au profit d'intérêts particuliers ou nationaux.

Ce qui expliquerait la présence massive des partis bourgeois et surtout de gauche dans le"mouvement", c'est l'opportunité pour ces fractions de "s'affirmer" face aux grands méchants loups américains.

La bourgeoisie allemande (et les autres bourgeoisies d'Europe alors ?) s'appuierait ainsi sur les "grandes et belles" manifestations pour la "paix" afin "d'affirmer son indépendance pour mieux défendre ses intérêts nationaux face à l'approfondissement de la crise".

Mais l'article nous dit aussi qu'il n'y a pas d'indépendance dans le capitalisme décadent par rapport aux deux blocs existants (ce qui est vrai !). Comment donc expliquer cette contradiction ? Bon sang, mais c'est bien sûr ! Parce qu'il y a, aujourd'hui, un effritement des blocs. En d'autres termes que l'indépendance soit possible ou impossible de toute façon,c'est le "merdier" au sein de la bourgeoisie mondiale. Et voila comment le "GVC" croit s'en sortir.

Quant à nous, nous n'avons pas l'intention de faire un débat sur la thèse de l'effritement des blocs, thèse que nous avons déjà longuement critiquée dans nos colonnes et que la réalité historique depuis la 2ème guerre mondiale, n'a cessé d'infirmer.

Ce qui nous parait être le fond du problème et la question centrale qui nous oppose : c'est la vision que nous avons de la bourgeoisie en tant que classe. Et c'est de celà que nous voulons débattre !

Que la bourgeoisie soit une classe divisée en partis, en nations, en blocs concurrents cela est évident. Il s'agit là objectivement de sa manière "normale" d'être, de sa nature profonde. En effet quand elle n'est pas menacée, et la seule menace qui pèse sur elle c'est la lutte de la classe ouvrière, elle laisse libre cours à ses divisions.

Cela était particulièrement clair dans la période d'ascendance du capitalisme, au 19ème siècle, où le marché mondial était encore à conquérir. Dans ce cadre là chaque bourgeoisie nationale, pouvait jouer sa propre carte, chaque fraction et même chaque bourgeois le pouvait également au sein de la nation.

Et cela reste valable dans la décadence du système,même si les divisions se sont réduites en nombre, du fait de la nécessaire tendance au capitalisme d'Etat et de la formation progressive des deux grands blocs impérialistes.

Ces divisions ont même atteint des points culminants à travers les deux premières guerres impérialistes mondiales.

Mais quand la bourgeoisie est menacée par la classe ouvrière, il en est tout autrement (et c'est cela que le GVC ne comprend pas). Elle est obligée de "se faire violence", d'agir "contre-nature", de mettre momentanément ses divisions sous la table car dans ces cas là, c'est pour elle, une question de vie ou de mort. Et c'est ce qu'effectivement l'histoire nous a enseigné (mais pas au GVC) tant en 1871,où Bismarck a volé au secours de la bourgeoisie française, ennemie d'hier, contre la Commune de Paris, qu'en 1918 où les ennemis sont devenus rapidement des frères pour se tourner contre la jeune révolution prolétarienne en Russie. Ces derniers mois nous ont fourni une nouvelle illustration de cette tendance quand nous avons vu la bourgeoisie de l'Ouest prêter main forte à sa"soeur ennemie" de l'Est pour endiguer le danger qui venait de Pologne.

Oui, face à la classe ouvrière la bourgeoisie oublie ses divisions et dès que le prolétariat reprend ses luttes, elle tend à retrouver une unité!

Ainsi quand le "GVC" ne voit dans les manoeuvres de la bourgeoisie aujourd'hui qu'une utilisation du "mouvement pacifiste" "par des fractions bourgeoises pour développer la défense de leurs intérêts économiques", en d'autres termes pour affirmer leur division, on peut, au moins, se poser des questions.

Le « mouvement social »

La dénonciation du "mouvement pacifiste" est également annulée par la vision du "mouvement social" qui est développée dans le même article et qui semble en être sous-jacent. Après l'avoir nettoyé des forces contre-révolutionnaires (les "réformistes" et les bourgeois) le "GVC" définit ce "mouvement social", comme englobant une série de luttes parcellaires autour de questions comme le logement, le nucléaire, l'environnement, etc...

Sur ce point nous pouvons être éventuellement d'accord ; en effet des luttes comme celle des squatters, ou celle des populations qui refusent les centrales nucléaires "expriment une résistance à l'emprise du capitalisme qui ravage petit à petit tous les moindres secteurs de la vie sociale". De même nous sommes d'accord que "ce sont les luttes de masse à l'Est et à l'Ouest qui doivent être mises en évidence en tant qu'annonciatrices des affrontements cruciaux de demain". Quoi qu'il en soit nous ne partageons pas l'enthousiasme de "GVC" pour ce "mouvement social" qui n'est, objectivement qu'un ensemble flou de luttes parcellaires sans perspective réelle, sans avenir propre et que la bourgeoisie n'a d'ailleurs pas beaucoup de mal à récupérer.

Mais l'erreur fondamentale que fait le "GVC",c'est de tout mettre dans le même sac, c'est de voir un "mouvement social" derrière tout ce qui bouge ; et aussi derrière le mouvement pacifiste. C'est en effet une erreur fondamentale d'une part car, en s'appuyant sur l'idée qu'il existe aujourd'hui un sentiment général profond contre la guerre, il véhicule l'illusion qu'il peut y avoir un "mouvement social" de luttes contre la guerre. Pour répondre à cela, devons-nous rappeler, encore une fois, que la seule alternative possible, face à la guerre impérialiste, c'est la révolution prolétarienne ?

D'autre part, et cela est plus grave, le "GVC" ne voit pas la manoeuvre réelle de la bourgesoisie contre le prolétariat, que les révolutionnaires ont pour tâche impérative de pointer et de dénoncer haut et clair : l'idéologie pacifiste. Il s'agit là, à l'image de l'antifascisme dans les années 30, de la campagne idéologique enfin trouvée par la bourgeoisie pour tenter de démobiliser la classe ouvrière, de lui faire quitter le terrain de ses luttes et,en l'enchaînant derrière le char de la nation,de la mener tout droit à la guerre. Il n'est que de voir la superbe unanimité qui existe entre les différentes bourgeoisies européennes pour enfourcher ce cheval de Troie, par l'intermédiaire de leurs fractions de gauche et parfois même par l'intermédiaire de l'Etat comme en Roumanie (est-ce un hasard, alors que les luttes ouvrières se développent dans ce pays ?), ainsi que la gigantesque orchestration des manifestations dans les grandes capitales. Ne pas voir que la bourgeoisie a monté cette campagne de toutes pièces,c'est ne pas voir à quel point elle est capable de "mettre tout le paquet" pour tenter d'imposer sa solution (la guerre) et d'échapper au destin que seule la classe ouvrière est capable de lui promettre.

Aux camarades qui forment aujourd'hui le "GVC" nous répétons encore une fois que les bases mêmes des analyses qu'ils développent depuis plusieurs années déjà, ne peuvent les mener qu'à plus de confusions. L'exemple du "pacifisme" que nous venons d'évoquer, le prouve malheureusement amplement. Ce n'est sûrement pas en ayant la vision d'une bourgeoisie déchirée que l'on peut apprécier le danger réel d'une telle campagne, ni en s'appuyant sur un "mouvement social" plus que flou que l'on peut la combattre.

Prenez garde qu'un tel flou ne vous mène à cautionner le mouvement pacifiste et,de ce fait, à être incapables de combattre cette dangereuse manoeuvre de la bourgeoisie.

REVOLUTION INTERNATIONALE
est la publication en france du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions.Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

■ *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

■ *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

■ *Les soit-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est,Chine,Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

■ *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

■ *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

■ *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*

■ *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires""fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

■ *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de"soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre,sous un verbiage nationaliste ou"socialiste".*

■ *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

■ *NOTRE ACTIVITE*

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée,au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.